



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

JARDIN DU LUXEMBOURG

ACCORD-CADRE DE FOURNITURE DE VOLIGES

DCE

-

Marché de fournitures

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

AVRIL 2025

SOMMAIRE

Page

ARTICLE 1. – Objet de l'accord-cadre – dispositions générales	3
1.1. Modalités de l'accord-cadre.....	3
1.2. Pouvoir adjudicateur	3
1.3. Terminologie	3
1.4. Mission de l'entrepreneur	3
1.5. Utilisation de la langue française	3
ARTICLE 2. – Pièces constitutives de l'accord-cadre	4
2.1. Ordre de priorité.....	4
2.2. Pièces à remettre au titulaire	4
ARTICLE 3. – Durée de l'accord-cadre et modalités de reconduction	5
ARTICLE 4. – Qualifications de l'entrepreneur.....	5
ARTICLE 5. – Délais de livraison	5
ARTICLE 6. – Livraison, Admission, et délais de garantie	5
6.1. Livraison	5
6.2. Admission	6
6.3. Délai de garantie	6
ARTICLE 7. – Prix et modalités de règlement.....	7
7.1. Forme et contenu des prix	7
7.2. Variation dans les prix	7
7.2.1. Mois d'établissement du prix.....	7
7.2.2. Index de référence	7
7.2.3. Modalités de révision des prix	7
7.3. Règlement des comptes.....	8
7.4. Délai de paiement et intérêts moratoires.....	8
7.5. Comptable assignataire chargé du paiement.....	9
ARTICLE 8. – Pénalités	9
ARTICLE 9. – Résiliation	10
ARTICLE 10. – Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles	10
ARTICLE 11. – Assurances	11
ARTICLE 12. – Convention sur la preuve	11
ARTICLE 13. – Attribution de compétence	11
ARTICLE 14. – Dérogations au CCAG	11

ARTICLE 1. – OBJET DE L’ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de voliges pour le Jardin du Luxembourg, à Paris VI^e. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.1. Modalités de l’accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures.

Il s’exécute par l’émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre ne comporte pas de minimum contractuel. En revanche, il comporte, conformément à l’article R. 2162-4 du code de la commande publique, un montant maximal contractuel. Le montant maximal contractuel est de 450 000 € HT pour l’ensemble de la durée d’exécution de l’accord-cadre.

Dans l’hypothèse où ce plafond serait sur le point d’être atteint avant la date d’échéance maximale de l’accord-cadre, définie à l’article 3 du présent cahier des clauses administratives particulières, le marché sera résilié par décision du Sénat, sans indemnité pour le titulaire.

1.2. Pouvoir adjudicateur

L’État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

Il est représenté, pour l’exécution du présent marché, par la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

1.3. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes prestataire(s), entreprise(s) ou entrepreneur(s) seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le(s) titulaire(s) de l’accord-cadre.

1.4. Mission de l’entrepreneur

L’entrepreneur réalise les prestations qui lui sont confiées conformément aux conditions de l’accord-cadre et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, ainsi qu’à la réglementation nationale et locale.

1.5. Utilisation de la langue française

La langue parlée sera exclusivement le français. L’entrepreneur devra donc s’assurer de la présence constante d’au moins un responsable pratiquant couramment cette langue.

De même, toutes les pièces écrites devront être rédigées en français, ou accompagnées d'une traduction.

ARTICLE 2. – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau de prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal Officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire, notamment les réponses au cahier des réponses attendues ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification de l'accord-cadre comprendra une copie de l'acte d'engagement et du bordereau de prix unitaires. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la réalisation de prestations en milieu occupé, dans un site sensible sur les plans institutionnel, sécuritaire et patrimonial.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition, générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Sénat.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 3. – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET MODALITÉS DE RECONDUCTION

L'accord-cadre s'exécute, à compter de sa notification, qui devrait intervenir en juillet 2025, pour une durée d'un an. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, il peut être tacitement reconduit trois fois pour une durée d'une année.

L'attributaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à condition d'en informer, par lettre recommandée avec avis de réception, l'attributaire au moins trois mois avant la date d'échéance annuelle de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre s'achèverait sans qu'un nouvel attributaire ait été désigné, ou sans que l'entrée en vigueur du nouvel accord-cadre puisse intervenir à la date anniversaire, l'attributaire sera tenu de continuer l'exécution de l'accord-cadre dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

ARTICLE 4. – QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Au cas où le titulaire viendrait à perdre sa qualification ou ne présenterait plus des références professionnelles suffisantes, il pourrait être mis fin à sa participation à l'accord-cadre, sans indemnisation, par simple décision du pouvoir adjudicateur, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis d'un mois.

ARTICLE 5. – DÉLAIS DE LIVRAISON

Les délais de livraison sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire. Ils seront mentionnés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 6. – LIVRAISON, ADMISSION, ET DÉLAIS DE GARANTIE

6.1. Livraison

Les voliges objet du présent marché seront, sauf indication contraire de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, livrées par le titulaire dans le Jardin du Luxembourg. L'adresse de l'accès sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

Les livraisons auront lieu impérativement le matin, avant 11 h 30, à la date fixée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Les demandes de livraison doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au moins trois jours ouvrés à l'avance. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom, les date et lieu de naissance et la qualité de tous les passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Le titulaire y joint une copie de la carte d'immatriculation du véhicule. Ces créneaux devront être validés par le Sénat.

Par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS :

- les impératifs du Sénat pouvant conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment, le titulaire est tenu, dans cette hypothèse, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison ;
- pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.

L'accès au Jardin du Luxembourg n'est autorisé qu'aux véhicules non articulés, d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 16 tonnes, et d'une dimension maximum de 2,50 mètres (largeur), 9 mètres (longueur) et 3,50 mètres (hauteur). Le titulaire doit respecter le plan des charges admissibles figurant en annexe au présent cahier des clauses particulières.

Les véhicules devront respecter l'itinéraire indiqué par Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins jusqu'au site de livraison. L'entreprise titulaire fera son affaire de la livraison et du déchargement sur le lieu qui lui sera indiqué. En aucun cas elle ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations.

Tout manquement donnera lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP en cas de manquement à la sécurité.

6.2. Admission

Conformément à l'article 28 du CCAG-FCS, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dispose d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Dans le cas où la ou les voliges livrées ne seraient pas conformes aux prescriptions du présent marché, l'entrepreneur sera tenu de reprendre les voliges. La livraison des voliges conformes devra intervenir avant la date limite indiquée dans chaque bon de commande. Dans le cas contraire, des pénalités de retard pourront être appliquées.

6.3. Délai de garantie

Une garantie d'une durée minimale d'un an est applicable, sauf durée plus longue proposée par le titulaire dans son offre.

Les défauts constatés ou les incidents survenus seront notifiés à l'entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai de deux mois. Passé ce délai, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins pourra faire procéder, d'office et au frais de l'entrepreneur, aux réparations nécessaires, sans préjudice des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un préjudice.

ARTICLE 7. – PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

7.1. Forme et contenu des prix

Le prix des prestations est calculé par application aux quantités commandées des prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaires.

Les prix sont libellés en euros.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2. Variation dans les prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont révisables à chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre, dans les conditions fixées ci-après.

7.2.1. Mois d'établissement du prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

7.2.2. Index de référence

L'index de référence I est le BT42 : menuiserie en acier et serrurerie (INSEE identifiant 001710975, base 2010).

7.2.3. Modalités de révision des prix

La révision des prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle :

- I_0 est la valeur de l'index de référence I, au mois zéro ;
- I_n est la dernière valeur connue de l'indice de référence au premier jour du mois précédant la révision, y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

Le coefficient de révision applicable est celui résultant de la dernière révision périodique précédant la notification du bon de commande.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de bordereau de prix unitaires révisés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

7.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sur le montant d'un bon de commande sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

7.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement définitif après complète exécution.

Il ne donne lieu, en principe, qu'à un paiement unique. Toutefois, un acompte pourra être versé au titulaire en cas d'exécution partielle. Seul le paiement du solde a le caractère d'un règlement définitif.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, via la plateforme électronique indiquée sur le bon de commande correspondant.

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-FCS.

Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la copie du bon de commande et, le cas échéant, du devis correspondant ;
- tous documents justificatifs.

7.5. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

7.6. Comptable assignataire chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des prestations du présent marché est le Trésorier du Sénat, 15, rue de Vaugirard - 75006 Paris.

ARTICLE 8. – PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont dues dès le premier euro. Elles sont plafonnées à 20 % du montant total hors taxes de chaque bon de commande.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation d'un manquement ou d'un retard par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans mise en demeure préalable.

En aucun cas, le titulaire ne pourra, pour justifier ses retards ou manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Il sera fait application des pénalités suivantes :

	Par infraction et/ou par jour calendaire
Manquement aux règles de sécurité édictées par le Sénat, manquement à la sécurité des personnes et des biens	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Non-respect d'une injonction de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, après mise en demeure	100 €
Retard dans la livraison par jour calendaire	75 €
Non-respect d'une autre prescription du marché	100 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « non-respect d'une autre prescription du marché » n'est pas libératoire.

ARTICLE 9. – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre, la résiliation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10. – OBLIGATIONS DE NEUTRALITÉ, DE CONFIDENTIALITÉ ET DE DISCRÉTION PROFESSIONNELLES

Les personnels du titulaire sont liés, pendant l'exécution du marché, par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles continue de s'appliquer postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

ARTICLE 11. – ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol. Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, il devra justifier de cette souscription au plus tard dans les quinze jours suivant la notification du présent marché et avant tout début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat, à tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de dégâts causés aux végétaux du Jardin du Luxembourg, il sera fait application du barème de dédommagement figurant en annexe du présent document.

ARTICLE 12. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et les titulaires conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent accord-cadre reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 13. – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

ARTICLE 14. – DÉROGATIONS AU CCAG

Article du CCAG – FCS auquel il est dérogé	Article du CCAP portant stipulations dérogatoires
4.1 (priorité des pièces)	2.1 (ordre de priorité)
4.2.1 (pièces à remettre)	2.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (livraison)	6.1 (livraison)
14 (pénalités)	8 (pénalités)
38 et 42 (résiliation)	9 (résiliation)

